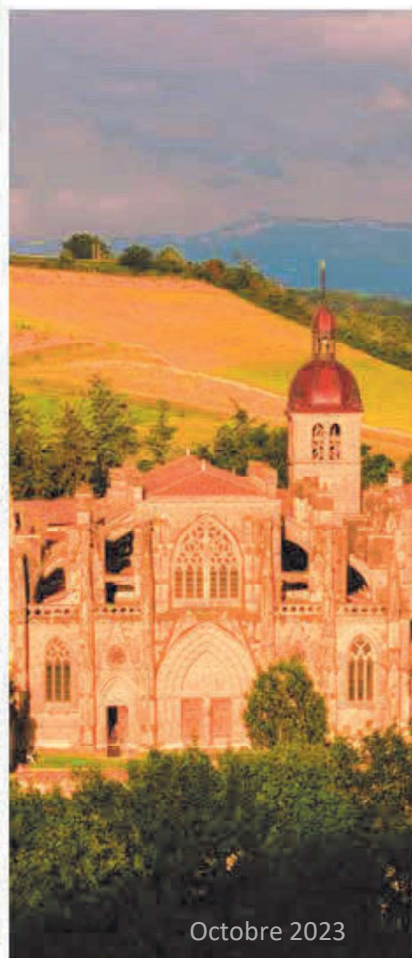
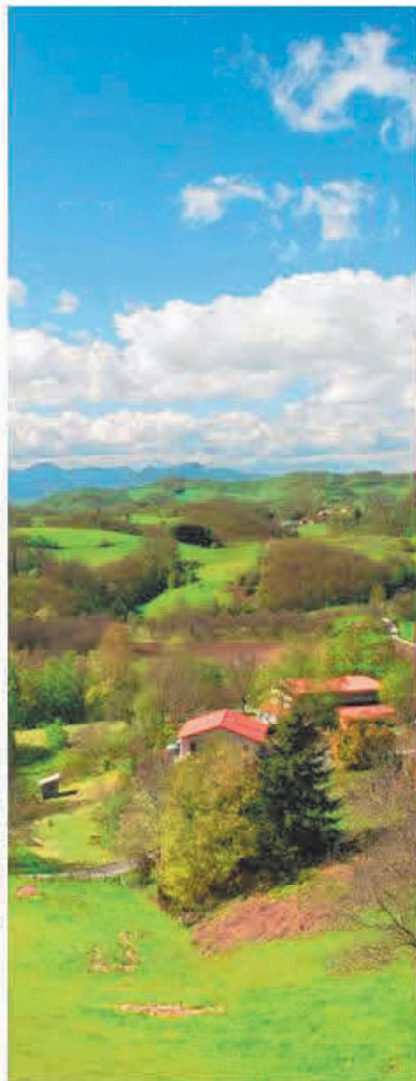


COMPRENDRE LES SITUATIONS D'INSÉCURITÉ SOCIALE EN ZONES RURALES POUR ANTICIPER LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ

Comité de suivi – 20 / 10 / 23



Octobre 2023

QU'A-T-ON FAIT?

CONFRONTER LE QUANTI ET LE QUALI

Analyses stat

- 1 typologie rural=>urbain
- 1 étude mesurant la précarité économique des communes rurales / stat publique
- 1 analyse du profil des publics accueillis et aidés par l'action sociale départementales
- 1 analyse sur les trajectoires des foyers allocataires RSA depuis 2017

Enquête Insee

Note d'analyse
« *Quatre Isérois sur dix ressentent des soucis financiers plus d'un an après le début de la crise sanitaire* »
Date de publication et conférence de presse le 13 Juillet



Focus-group de pro

45 professionnels ou bénévoles rencontrés (institutionnels et associatifs)
32 structures territoriales
18 organismes
4 territoires
Présentation dédiée à l'équipe d'action sociale du Sud-Grésivaudan et Oisans. A venir sur TIR

Octobre 2023

Entretiens habitants

80 contacts sur 3 territoires ruraux
53 entretiens réalisés

Des tournées en maraudes; des présences en permanences; des RV aux CCAS; chez les gens...

Des personnes fragiles socialement, particulièrement des jeunes, des retraités et des personnes actives

	Actifs	Jeunes	Retraités	Total
Bièvre	4	2	4	10
Oisans	11	2	7	20
Sud Grésivaudan	9	9	5	23
Total général	24	13	16	53

Cible : des personnes en insécurité sociale qui sont à des moments de transition dans leur vie

DÉROULÉ

Qu'apprend t-on?
(1h)

Présentation et échanges sur les principaux résultats

Chaque participant prends des notes au fur et à mesure pour pouvoir remplir en fin de présentation la **feuille de cristallisation**

Que fait-on?
(40 min)

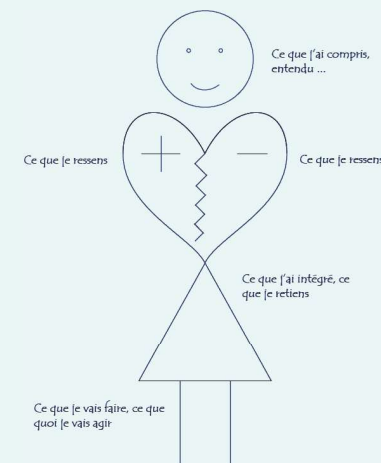
Place à l'action

Le collectif partage sur son champ d'action et identifie des pistes de travail ou d'arbitrages pour la suite

Pistes envisagées
ODE (15 min)

Perspectives

Présentation de la matière à disposition et des suites prévues ou imaginées



Consignes

1/ je prends des notes libres lors de la présentation

2/ en fin de présentation je remplis le document en notant les éléments marquants concernant :

- Ce que j'ai compris, entendu
- Ce que je ressens en positif et en négatif
- Ce que j'ai intégré
- Ce que je vais faire, ce sur quoi je vais agir
- Pour aller plus loin, de quoi ai-je besoin/envie

3/ Je partage en collectif sur les 3 premiers points

4/ je me mets en sous-groupe pour échanger sur les 2 derniers points et créé un canevas commun que je partage en grand groupe

QU'APPRENDS T-ON?

D'une étude sur la précarité à une étude sur l'insécurité sociale des personnes

La complémentarité de l'approche monétaire et de l'expérience subjective

Des déterminants sociaux et environnementaux

Le poids du cadre de vie, un environnement qui structure

Le poids des déterminants sociaux et des trajectoires individuelles

Quelles stratégies et ressources pour les ménages en situation de restriction et de renoncement ?

Des conséquences sur les budgets des ménages : restrictions et renoncements

Quelles ressources (institutionnelles ou non) sont mobilisées, par quels publics ?

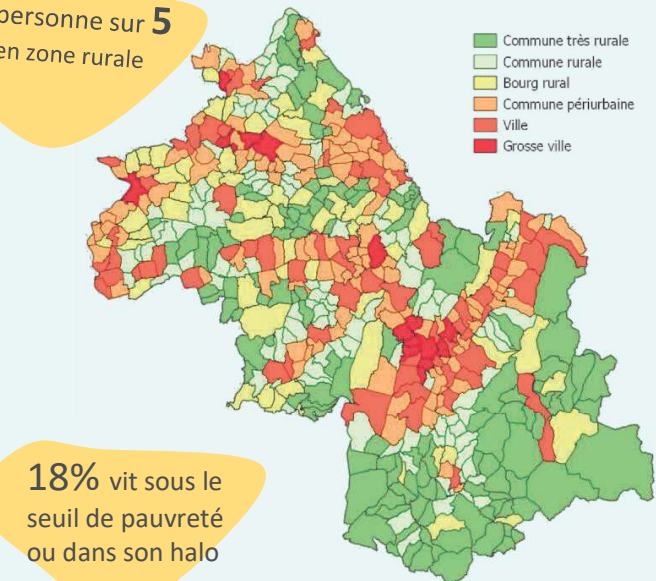
D'UNE ÉTUDE SUR LA PRÉCARITÉ À UNE ÉTUDE SUR « L'INSÉCURITÉ SOCIALE »

La complémentarité de l'approche monétaire et de l'expérience subjective

L'Isère : un département dans une situation plutôt favorable...mais avec de grandes disparités territoriales

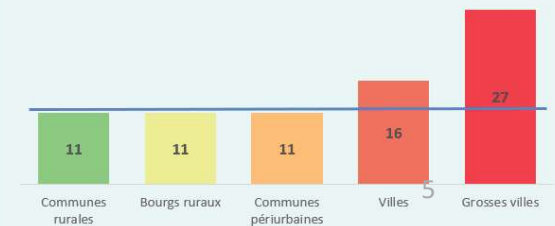
- ✓ Un taux de pauvreté faible par rapport au niveau national ou régional (11,3% – 14,4% – 12,7%)
- ✓ Des taux de pauvreté très variables selon les typologies de communes (de 11% à 27%)
- ✓ 19% de la population iséroise vit dans un milieu rural (soit plus de 240 000 personnes)
- ✓ 11% de celles-ci se situent sous le seuil de pauvreté (soit environ 27 000 personnes)
- ✓ Halo de la pauvreté :
 - Ensemble des personnes ayant un niveau de vie compris entre 60% et 70% du niveau de vie médian (1 097€ et 1 279€)
 - En Isère, c'est 6,8% de la population qui se situe dans ce halo (environ 16 400 personnes en zone rurale)

1 personne sur **5**
vit en zone rurale



18% vit sous le seuil de pauvreté ou dans son halo

Taux de pauvreté selon la typologie des communes



D'UNE ÉTUDE SUR LA PRÉCARITÉ À UNE ÉTUDE SUR « L'INSÉCURITÉ SOCIALE »

Une complémentarité entre des statistiques monétaires (qui reflètent des inégalités territoriales) et l'expérience subjective des personnes rencontrées

Des publics accueillis en milieu rural avec des spécificités

- Des territoires ruraux largement sous-représentés dans les accueils entretiens
- Davantage de personnes isolées et âgées de 55 à 79 ans
- Des prises en charge plus courtes et moins intenses dans les territoires ruraux mais un accompagnement « en grappe »

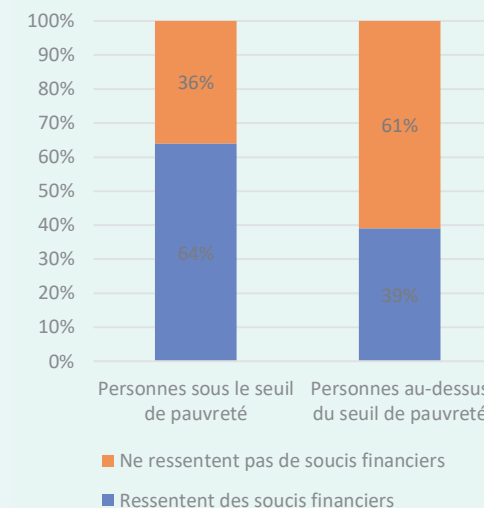
Les allocataires RSA qui résident dans les territoires ruraux ou très ruraux perçoivent l'allocation moins longtemps que les allocataires des territoires urbains

- Plus d'un tiers des nouveaux allocataires du RSA connaît une sortie rapide et durable du dispositif
- Environ 30% des nouveaux allocataires perçoivent durablement le RSA (avec possibilités d'interruptions courtes et peu nombreuses), dont 15% seulement qui perçoivent l'allocation sans aucune sortie tout au long des trois années
- Davantage de bénéficiaires travailleurs non-salariés

« Ce qui n'est pas dans les chiffres : la part d'incalculable, celle du vécu, des souffrances, du regard d'autrui, de l'isolement, de la peur du lendemain ou de l'insécurité, du sentiment de honte ou d'indignité. »

34% des isérois résidant en zone rurale ressentent des soucis financier

Quand le ressenti de la pauvreté diffère de la notion objective du seuil de pauvreté (Isère)



Source : Insee- Epicov « Quatre Isérois sur dix ressentent des soucis financiers plus d'un an après le début de la crise sanitaire »

D'UNE ÉTUDE SUR LA PRÉCARITÉ À UNE ÉTUDE SUR « L'INSÉCURITÉ SOCIALE »

Une étude initialement sur trois catégories de population, réinterrogées au cours de l'enquête

- ✓ Les jeunes, les actifs précaires, les retraités : des catégories perméables
- ✓ Une diversité très forte de profils de personnes rencontrées

Un continuum de situations « d'insécurité sociale »

- ✓ **Des situations qui ne se résument pas à la dimension objective, monétaire (seuil de pauvreté), mais qui doivent intégrer l'expérience subjective**
 - ❖ De nombreuses situations de personnes au-dessus du seuil de pauvreté et/ou faisant des allers-retours autour de ce seuil
 - ❖ Des situations peu ou mal couvertes par l'aide et l'action sociales (au regard des critères d'éligibilité), terreau d'un ressentiment fort
 - ❖ Les ressentis sur les situations financières : « *catastrophique* », « *je suis sur le fil du rasoir* »
- ✓ **Le rapport au temps comme clé de lecture**
 - ❖ L'insécurité du quotidien
 - ❖ La crainte de l'imprévu :
 - « *C'est stressant parce qu'on peut jamais avoir un petit problème dans la vie* »
 - ❖ Un rapport à l'avenir négatif et/ou sans perspective d'évolutions pour une partie des enquêtés :
 - « *je travaille avec les animaux ou les enfants, c'est simple, en fait tous les métiers que je fais sont des métiers qui ne payent pas, où t'es toujours au SMIC* »

Octobre 2023

Profils des personnes enquêtées

(entre mars et juillet 2023)

	Actifs	Jeunes	Retraités	Total
Bièvre	4	2	4	10
Oisans	11	2	7	20
Sud Grésivaudan	9	9	5	23
Total général	24	13	16	53



31 femmes 22 hommes



17 ans min 80 ans max
 14 de moins de 30 ans
 22 entre 30 et 59 ans
 16 de plus de 60 ans



9 couples dont 4 avec enfants à charge



19 femmes « célibataires » (2 qui vivent avec leurs parents; 1 qui a une garde alternée; 10 qui ont plus de 60 ans; 10 qui ont des enfants)



8 femmes monoparentales (dont 2 en couple avec un nv conjoint éloigné et 1 veuve)



15 hommes célibataires (3 qui vivent avec leurs parents et 1 avec son fils; 4 qui ont plus de 60 ans; 6 qui ont des enfants)



QU'APPRENDS T-ON?

D'une étude sur la précarité à une étude sur l'insécurité sociale des personnes

La complémentarité de l'approche monétaire et de l'expérience subjective

Des déterminants sociaux et environnementaux

Le poids du cadre de vie, un environnement qui structure

Le poids des déterminants sociaux et des trajectoires individuelles

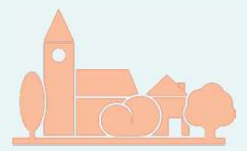
Quelles stratégies et ressources pour les ménages en situation de restriction et de renoncement ?

Des conséquences sur les budgets des ménages : restrictions et renoncements

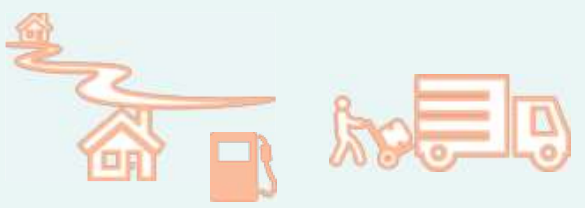
Quelles ressources (institutionnelles ou non) sont mobilisées, par quels publics ?



Des déterminants sociaux et environnementaux



Le poids du cadre de vie,
un environnement qui structure



Le poids des déterminants sociaux
et des trajectoires individuelles





DES DÉTERMINANTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DÉTERMINANTS DE PRÉCARITÉ LIÉS AU CADRE DE VIE



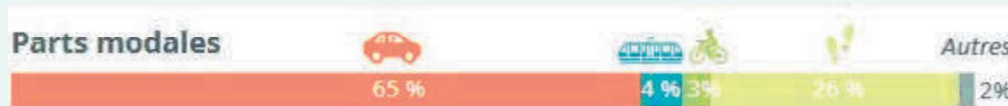
Habitat : une offre limitée et des problématiques énergétiques

- ✓ **Une offre très contrainte**, peu de T1, de logements sociaux, de logements adaptés aux personnes vieillissantes ou aux décohabitants. [Clara, 38 ans](#)
- ✓ **Une offre de logement exposée à la précarité énergétique** = conséquences sur la santé et vulnérabilité supplémentaire liée à la variation des prix de l'énergie
 - ❖ crainte autour de la fin du bouclier tarifaire [Loana, 20 ans](#)
 - ❖ Crainte autour de la loi Climat et résilience : DPE « D » à horizon 2035, soit 10 ans



Mobilité : une plus forte dépendance à la voiture individuelle

- ✓ **Forte dépendance à la voiture individuelle**, importance des services de transport à la demande (exemple du TACO) / zones peu denses en transport en commun. Résultats de l'EMC2 : 3,4 déplacements, 27km (contre 20 en moy), soit 1h par jour



- ✓ Tendence à la hausse des prix de carburants, une angoisse car distance parcourue importante
- ✓ Ne pas pouvoir se déplacer constitue une angoisse par l'absence d'alternative à la voiture (ex des personnes âgées, des personnes précaires qui doivent faire face à des réparations imprévues...)
- ✓ La topographie structure également les mobilités : les territoires de montagne et les communes à fortes pentes [Paula, 71 ans](#)
- ✓ Une fragilité supplémentaire liée au déploiement des ZFE : âge du parc automobile et poids de l'occasion (rappel : 55 ans, c'est l'âge moyen à l'achat d'un véhicule neuf)

Octobre 2023



DES DÉTERMINANTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DÉTERMINANTS DE PRÉCARITÉ LIÉS AU CADRE DE VIE



Équipements et services : raréfaction et dépendance aux villes-centres

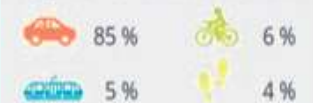
- ✓ **Moindre présence de services et équipements socio-culturels** : dépendance aux villes-centres pour l'accès à la culture, aux services sociaux (pose la question de la mobilité, de l'aller-vers). Jérémy, 41 ans : « c'est une station de ski, c'est pas une ville » ; « Si on veut des aides sociales, faut aller soit à Bourg d'Oisans soit à Grenoble. Bon c'est sûr aller à Grenoble c'est pas... Faire 120km dans la journée c'est beaucoup ».
- ✓ **Carence d'offre de soin**, en particulier les spécialistes : moins de deux consultations annuelles potentielles pour les habitants des communes rurales (contre 4 en moyenne pour l'Isère). Interruption des parcours de soin, renoncement à certains soins (ex : Hélène).
- ✓ Un mythe de l'entraide des milieux ruraux contre un recours rendu plus difficile par l'inter-connaissance. Jean-Jacques 65 ans : « C'est le premier pas qui était dur, le regard des autres. Puis on se dit qu'on est tous dans la merde alors bon ».



Emploi : une offre moins qualifiée et des métiers éprouvants

- ✓ **Présence d'actifs peu qualifiés** : métiers davantage tournés vers l'artisanat, de service à la personne, de BTP, production agricole
Nature précaire des emplois : intérim, contrat saisonnier, auto-entrepreneur
- ✓ **Des secteurs peu valorisés** et qui exposent aux maladies professionnelles : ex : métiers du care, de la logistique
- ✓ **Une offre moins diversifiée d'emplois** qui entraîne des spécialisations précoces pour les habitants. [Aurélie, 29 ans](#)

Déplacements domicile-travail





Des déterminants sociaux et environnementaux



Le poids du cadre de vie,
un environnement qui structure



Le poids des déterminants sociaux
et des trajectoires individuelles



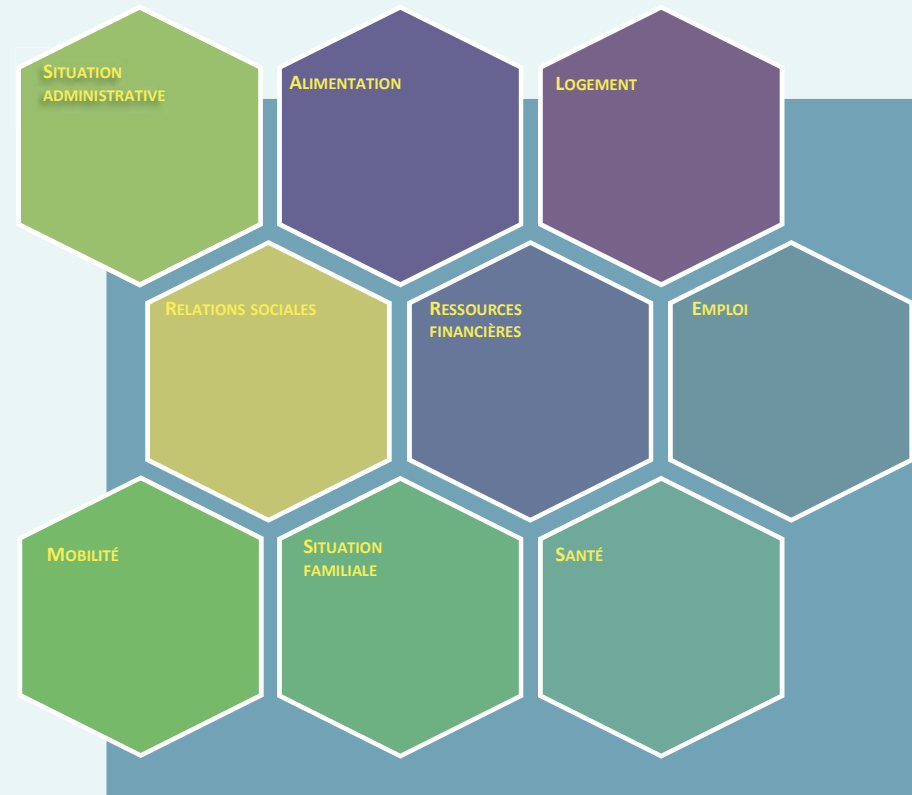


DES DÉTERMINANTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DÉTERMINANTS SOCIAUX ET TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES

Les conditions de vie : un équilibre « systémique »

Deux situations-type observées :

- ✓ Les **situations « ancrées »** : effets de cumul et de cercles vicieux
- ✓ Les « **accidents de parcours** » : fragilités qui ne permettent pas d'« amortir » l'impact d'un évènement particulier (séparation, problème de santé, perte d'emploi...). Des répercussions en cascade avec effet de bascule





DES DÉTERMINANTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DÉTERMINANTS SOCIAUX ET TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES

DÉTERMINANTS DE PRÉCARITÉ : ON NE « TOMBE » PAS PAR HASARD DANS UNE SITUATION PRÉCAIRE
Trajectoires et parcours dans la précarité

« Je pouvais plus payer mon appartement. Le pire de tout c'était ça, de pas pouvoir payer mon logement. »

- ✓ **Les retraités : des situations et des niveaux de besoin très hétérogènes**
 - ❖ Des niveaux de ressource qui ne déterminent pas le niveau de précarité vécu : le poids des conditions de vie
 - ❖ Le passage à la retraite : un réajustement parfois difficile des conditions de vie
 - ❖ Des ressources limitées : une absence d'« amortisseurs » (patrimoine, économies...)
 - ❖ Des fragilités accumulées : des parcours de vie mouvementés qui laissent des marques
 - ❖ Des perspectives limitées et des situations « figées » sur le long terme



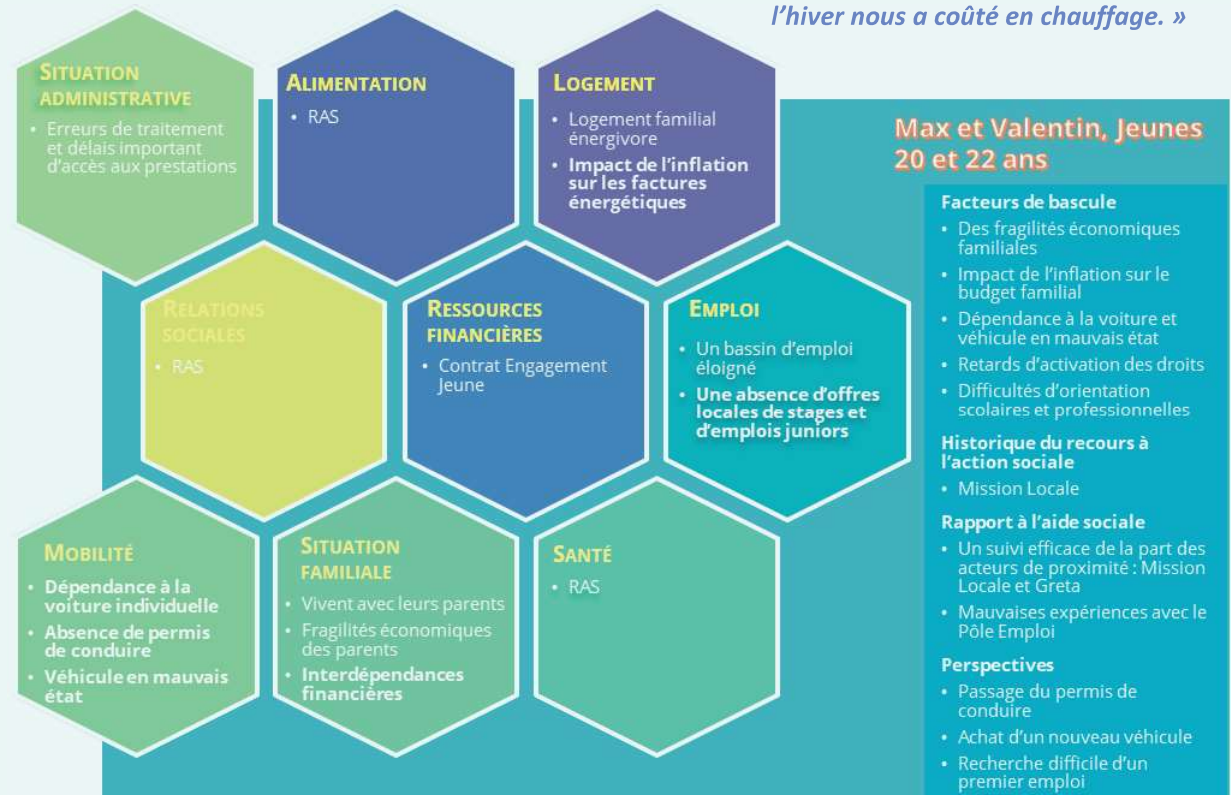


DES DÉTERMINANTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DÉTERMINANTS SOCIAUX ET TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES

DÉTERMINANTS DE PRÉCARITÉ : ON NE « TOMBE » PAS PAR HASARD DANS UNE SITUATION PRÉCAIRE
Trajectoires et parcours dans la précarité

*« On n'a pas chauffé cet hiver, quasiment pas.
L'été nous coûte plus cher en ventilo que ce que
l'hiver nous a coûté en chauffage. »*

- ✓ **Les jeunes (17-29 ans) : une autonomisation difficile et des parcours « horizontaux »**
 - ❖ Fragilités familiales préexistantes et des effets d'interdépendance
 - ❖ Faibles bagages scolaires et parcours avortés
 - ❖ Un rapport insécure au monde professionnel
 - ❖ Eloignement des « ressources » : formation et bassins d'emploi
 - ❖ Indicateur OCDE 2018 : « *Il faut en moyenne 6 générations pour qu'un enfant issu d'une famille pauvre rattrape le revenu médian français* » (vs 5 au sein des 24 pays européens, la France : un pays plus inégalitaire)





DES DÉTERMINANTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DÉTERMINANTS SOCIAUX ET TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES

DÉTERMINANTS DE PRÉCARITÉ : ON NE « TOMBE » PAS PAR HASARD DANS UNE SITUATION PRÉCAIRE
Trajectoires et parcours dans la précarité

« Je suis un exemple rayonnant de dégringolade sociale et économique. »

✓ Les actifs :

- ❖ Des situations d'emploi hétérogènes dominées par l'incertitude et/ou l'insuffisance des revenus : AR dans l'emploi, cumuls de statuts, travail saisonnier, à temps partiel, non-déclaré
- ❖ Une instabilité et une variabilité des droits qui empêche de savoir « sur quoi compter »
- ❖ Des situations d'« empêchement » dans l'accès à l'emploi : coût de la mobilité, situation familiale, santé...
- ❖ Importance des familles monoparentales
- ❖ Récurrence des situations d'endettement





DES DÉTERMINANTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DÉTERMINANTS SOCIAUX ET TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES

DÉTERMINANTS DE PRÉCARITÉ : ON NE « TOMBE » PAS PAR HASARD DANS UNE SITUATION PRÉCAIRE
Trajectoires et parcours dans la précarité

Focale sur les précarités supplémentaires vécues par les femmes

✓ Des revenus en moyenne inférieurs à ceux des hommes



- ❖ La statistique l'indique, mais quelles répercussions concrètes ?
- ❖ Au sein du couple, une dépendance financière (renforcée par le 50/50)
- ❖ Des carrières hachées aux pensions de retraite minimales
- ❖ Des séparations conjugales qui tournent mal. [Hélène, 38 ans](#)

✓ Asymétrie de charge mentale notamment autour des démarches administratives



- ❖ Souvent intériorisée par les deux parties. Roger, 65 ans « *ça, c'est mon ex-femme qui gère* »
- ❖ Concerne les enquêtés en couple, comme séparés
- ❖ Les femmes sont davantage à l'initiative des recours à l'aide et au suivi [Clara, 38 ans](#)

80% des familles
monoparentales iséroises
sont des femmes

1/5 vit sous le
seuil de pauvreté
(rural isérois)

Ouverture : une politique publique pour prévenir les décohabitations (Julien Damon)



- ❖ Apprécier les conséquences des décohabitations (coût économique et social)
- ❖ Favoriser la prévention des séparations
- ❖ Favoriser la recomposition des familles

QU'APPRENDS T-ON?

D'une étude sur la précarité à une étude sur l'insécurité sociale des personnes

La complémentarité de l'approche monétaire et de l'expérience subjective

Des déterminants sociaux et environnementaux

Le poids du cadre de vie, un environnement qui structure

Le poids des déterminants sociaux et des trajectoires individuelles

Quelles stratégies et ressources pour les ménages en situation de restriction et de renoncement ?

Des conséquences sur les budgets des ménages : restrictions et renoncements

Quelles ressources (institutionnelles ou non) sont mobilisées, par quels publics ?

Quelles stratégies et ressources pour les ménages en situation de restriction et de renoncement ?



Des conséquences sur les budgets des ménages : restrictions et renoncements



Quelles ressources (institutionnelles ou non) sont mobilisées, par quels publics ?



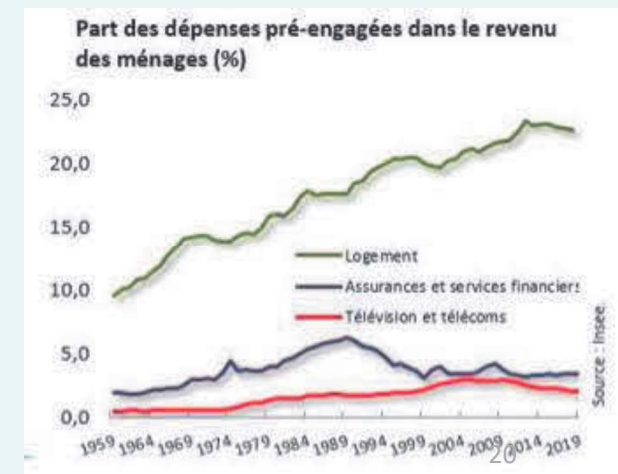
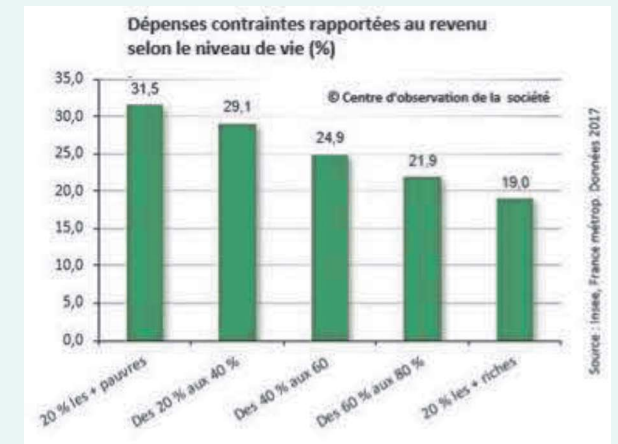
QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES POUR LES MÉNAGES EN RESTRICTION ET RENONCEMENT ? DES CONSÉQUENCES SUR LES BUDGETS DES MÉNAGES : RESTRICTIONS ET RENONCEMENTS

LA PAUVRETÉ AJOUTE À LA PAUVRETÉ

- ✓ Rappel : le poids des dépenses contraintes parmi les budgets des ménages (à partir de l'enquête budget de famille de l'Insee)
 - ❖ Un poids qui augmente pour tous les déciles, mais qui représente 41 % du budget des ménages pauvres, contre 32 % en moyenne
 - ❖ Poids des dépenses contraintes fortement lié à la composition familiale, ainsi qu'à l'âge (51% pour les jeunes, 26 % pour les retraités)
 - ❖ Parmi les Français les plus modestes (<900€ par mois, DC = 80 % du budget)
- ✓ Une absence de marge financière pour les ménages les plus pauvres qui ajoute à la pauvreté : crédit, découverts,
- ✓ Des budgets contraints par le court-terme, caractérisés par l'absence de marge de manœuvre et l'incapacité à prévoir : *Tiago, 32 ans* :

« Il y a des mois où ça se passe bien, il y a des mois où on est à moins, en découvert, et au final bah on dit, on veut se faire un petit plaisir à la piscine, comme ça, mais on dit non on peut pas. Là déjà même pour manger, c'est des fois un peu chaud ».

Octobre 2023



QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES POUR LES MÉNAGES EN RESTRICTION ET RENONCEMENT ? DES CONSÉQUENCES SUR LES BUDGETS DES MÉNAGES : RESTRICTIONS ET RENONCEMENTS

UNE FORTE RECRUESCENCE DE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE, Y COMPRIS EN MILIEU RURAL

Le recours à l'aide alimentaire : une aide précieuse, mais...

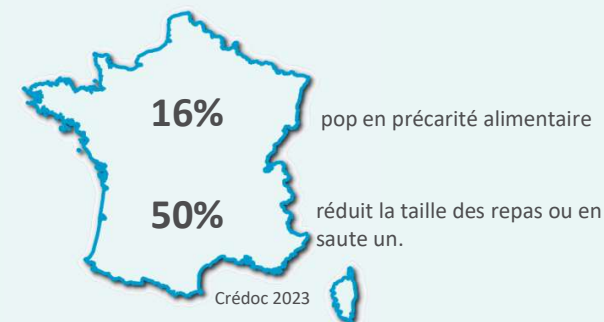
- ✓ Entre inégalité (conditions d'accès et qualité de l'aide variable) et honte sociale (accentuée en milieu rural avec l'absence d'anonymat)
- ✓ Des personnes qui expriment des conséquences très concrètes : saut de repas au cours de la journée, se priver pour ses enfants, manque de diversité et mauvaise qualité des aliments.
 - ❖ Pour beaucoup, des difficultés encore bien présente malgré le recours à l'aide - [Aurélie et Julien, 36 et 44 ans](#)
- ✓ De nombreuses stratégies en dehors de l'aide alimentaire pour avoir accès à l'alimentation
 - ❖ Récup, dates courtes, suivre les promos, via le drive ou respect stricte de la liste de courses...
- ✓ La part du budget consacrée à l'alimentation : une variable d'ajustement - [Sylvie, 63 ans](#)

L'alimentation en milieu rural : un coût d'accès indissociable du coût de la mobilité

- ✓ Faiblesse de l'offre et éloignement géographique
- ✓ Arbitrage entre essence et cout des denrées - [Laurent, 54 ans](#) ; [Thierry, 58 ans](#)

La cantine scolaire : un coût conséquent pour les parents, en particulier lorsque la commune ne met pas en place la tarification sociale

- ✓ Lien avec le pacte des solidarités



Octobre 2023

Tournée Croix Rouge Mobile en Oisans, mai 2023. ²¹
[Lien vers carte sur le poids des dépenses alimentaires](#)

QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES POUR LES MÉNAGES EN RESTRICTION ET RENONCEMENT ? DES CONSÉQUENCES SUR LES BUDGETS DES MÉNAGES : RESTRICTIONS ET RENONCEMENTS

LA DIFFICULTÉ À RÉPONDRE À UN « BESOIN VITAL » : ENJEUX DE LA MOBILITÉ

« Un besoin vital » : l'éloignement par rapport aux ressources du territoire induit des besoins de mobilité importants

- ✓ La capacité à se déplacer et, souvent, de posséder le permis de conduire et un véhicule : une condition incontournable pour l'accès aux ressources du territoire
 - ❖ L'accès à l'emploi
 - ❖ L'accès à la formation
 - ❖ L'accès aux commerces et aux services : alimentation, etc.
 - ❖ Conservation des liens sociaux : proches, famille, amis...
 - ❖ La voiture, un indispensable. [Mirelle, 66 ans](#)
 - ❖ La réponse au besoin de mobilité par les transports en commun bien souvent insuffisante
 - ❖ Un maillage peu dense qui peut rendre le trajet long voire impossible, en particulier sur les axes secondaires - [Romain, jeune; Max et Valentin, 2 jeunes](#)
 - ❖ Les tarifs spéciaux qui aident mais qui trouvent leurs limites dans les correspondances et changements d'opérateurs

La difficile équation de la possession du véhicule individuel

- ✓ Le coût associé à la voiture : une pression budgétaire permanente (Usage, possession et entretien)
- ✓ Une forte dépendance qui conduit à des situations difficilement tenables : facteur de bascule, d'endettement, d'angoisse, d'insécurité et d'instabilité [Jérémy, 41 ans](#)
 - ❖ Absence de réserve pour amortir les dépenses imprévues
 - ❖ Nécessité de s'organiser et de trouver des solutions de pour se débrouiller
- ✓ Au-delà du coût, des accès empêchés (Absence de permis, perte de permis, incapacité à conduire)
- ✓ Des véhicules dans des états préoccupants : déficit d'entretien, "semi-épave" et risque pour la sécurité - [Max et Valentin, jeunes](#)

Quelles ressources pour les ménages en situation de restriction et renoncement



Des conséquences sur les budgets des ménages : restrictions et renoncements



Quelles stratégies et ressources (institutionnelles ou non) sont mobilisées, par quels publics ?



QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES POUR LES MÉNAGES EN RESTRICTION ET RENONCEMENT ?

QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES (INSTITUTIONNELLES OU NON) SONT MOBILISÉES, PAR QUELS PUBLICS ?

LA DÉBROUILLE : DES STRATÉGIES INDIVIDUELLES POUR S'EN SORTIR

Des stratégies de priorisation des dépenses, d'arbitrage budgétaire et d'étude du retour à l'emploi

- ✓ Pour certains, c'est d'abord le logement. On règle les factures, les dépenses alimentaires, de santé, ou liées à l'éducation deviennent variables d'ajustement. - [Franck, 32 ans](#)
- ✓ Pour d'autres, les propositions d'emploi s'étudient minutieusement, en intégrant le coût de l'essence, de l'éventuelle vêtue professionnelle, les frais de garde, les horaires décalés... - [Laurie, 28 ans](#)
- ✓ Absence d'épargne et difficulté à investir pour améliorer sa situation sociale à moyen/long terme : permis B, formations

Des stratégies individuelles visant à réduire les dépenses, mieux les étaler ou augmenter ses ressources

- ✓ En complément des arbitrages budgétaires, une limitation de la consommation (charges courantes, alimentation etc.) – [Sylvie, 60 ans](#)
- ✓ Les stratégies d'accès à l'alimentation croisées aux mobilités
- ✓ La récupération et la seconde main (vestimentaire, équipement, ameublement)
 - ❖ Une multiplicité des lieux, parfois grâce au travail - [Lucie, 30 ans](#)
- ✓ Continuer d'acheter en évitant le crédit ou le découvert, le cas du paiement en plusieurs fois
- ✓ Augmenter ses ressources...
 - ❖ Légalement (revente), temporairement (mise au clou), hors de la légalité (travail au noir, "triche" CAF)

Ouverture : article Ana Perrin-Heredia : "la gestion des comptes en milieux populaires : des catégories administratives désajustées par rapport aux pratiques"

- ✓ Contradictions entre l'imaginaire de la répartition des comptes domestiques du foyer (par les travailleurs sociaux notamment), et la réalité des pratiques « *la mensualisation systématique des ressources et des dépenses véhicule un présupposé normatif fort* »
- ✓ En réalité, peu de prévisualisation des dépenses car les ressources varient fortement d'un mois sur l'autre, parfois même la taille du ménage, la nature de l'activité,
- ✓ « *L'approche comptable administrative considère que la provenance et la destination de l'argent n'ont aucun effet sur la gestion des comptes* ».



QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES POUR LES MÉNAGES EN RESTRICTION ET RENONCEMENT ?

QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES (INSTITUTIONNELLES OU NON) SONT MOBILISÉES, PAR QUELS PUBLICS ?

UNE SOLIDARITÉ EN DEHORS DES INSTITUTIONS

De nombreuses formes de solidarités informelles pour pallier les lacunes de l'économie, de la solidarité institutionnelle et créer du lien social

- ✓ Sur qui s'appuyer ? Conjoint, famille, ami, voisin, inconnu...
- ✓ Des personnes qui ne s'appuient pas sur la solidarité informelle
 - ❖ Ceux qui ne peuvent pas (isolement, proche précaire) et ceux qui ne veulent pas (honte, non redevabilité)
- ✓ Des transferts économiques : dons ou prêt d'argent par des proches, héritage - [Loana, 20 ans](#)
- ✓ Le poids du soutien moral
 - ❖ soutien familial, importance de la socialisation, des amis, sortir faire des activités/se vider la tête
- ✓ Echange et dons de services : une mosaïque de pratiques - [Lucie, 31 ans](#)
 - ❖ Mobilité (mutualisation des frais d'essence, prêt de véhicule, bus gratuit)
 - ❖ Hébergement (ami, patron)
 - ❖ Aide administrative
 - ❖ Informatique (aide, accès à du matériel...)
 - ❖ Alimentation (dons, aller prendre des repas chez des proches),
 - ❖ Garde d'enfant,
 - ❖ Discussion pour se donner les tuyaux (cf bouche à oreille, discussion sur des forums et groupes Facebook/réseaux sociaux.)
- ✓ Une forme presque institutionnalisée : le SEL
 - ❖ "Système d'échange local" : une plateforme/communauté d'échange de service
- ✓ De l'importance de donner

QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES POUR LES MÉNAGES EN RESTRICTION ET RENONCEMENT ? QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES (INSTITUTIONNELLES OU NON) SONT MOBILISÉES, PAR QUELS PUBLICS ?

PRINCIPALES RAISONS DE NON-RECOURS TEMPORAIRES

Les principaux freins au recours à la solidarité institutionnalisée :

- ✓ La mobilisation de ressources informelles (voir précédemment) – [Sophie, 46 ans](#)
- ✓ La stigmatisation sociale et l'exposition de soi dans un environnement proche
- ✓ Les représentations et expériences passées des services sociaux (lenteur de la prise de RDV...) et/ou du rôle des travailleurs sociaux : [Georgina, 48 ans](#); [Lucie, 30 ans](#)
- ✓ Les représentations d'une offre contingentée, impliquant de laisser sa place aux situations plus difficiles que soi : [Jean-Jacques, 65 ans](#)
- ✓ Des freins plus marqués pour l'aide de nature assistancielle : l'exemple de l'aide alimentaire, un recours symbole de la perte d'autonomie et du déclassement : [Kate, 48 ans](#)

LES "DÉCLICS" DANS LA DEMANDE D'AIDE

- ✓ Demander une aide et/ou un accompagnement. Une approche par les "déclics" (Vial, 2022) :
 - ❖ Déclic "accidentel" : Les besoins alimentaires croissants et/ou urgents, notamment l'impossibilité de nourrir ses enfants ou de manger régulièrement ; La dégradation de la situation financière : [Franck, 32 ans](#)
 - ❖ Déclic "biographique" : mise en couple, déménagement ; la rencontre d'un professionnel ou d'un bénévole
 - ❖ Déclic "identitaire" : un processus de réflexion, le sentiment d'avoir changé : [Kate, 48 ans](#)
 - ❖ L'importance particulière de la responsabilité familiale : [Clara, 38 ans](#)

QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES POUR LES MÉNAGES EN RESTRICTION ET RENONCEMENT ?

QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES (INSTITUTIONNELLES OU NON) SONT MOBILISÉES, PAR QUELS PUBLICS ?

LES SOURCES D'INFORMATION

La connaissance de l'offre sociale :

- ✓ Une connaissance qui prend du temps et qui est partielle pour les primo-demandeurs
- ✓ Le bouche-à-oreille et le "tiers de confiance", principale modalité d'information, dans un contexte de territoires peu dotés en lieux ressources : [Marie, 65-70 ans](#)
- ✓ Des exemples d'actions "d'aller-vers" qui ont été efficaces – [Sylvie, 49 ans](#)

LES PARCOURS D'ACCÈS AUX DROITS

✓ La difficulté à retracer vers qui les personnes se sont tournées en premier, et pourquoi :

- ❖ Un témoin des caractéristiques de l'offre sociale sur les territoires
- ❖ Un témoin du manque de lisibilité de la répartition des compétences des acteurs présents – [Lucie, 30 ans](#)

✓ Une première porte variable :

- ❖ Un choix très lié au besoin initial, montrant la pertinence d'entendre la demande globale – [Laurent, 54 ans](#)
- ❖ Un choix qui se fait également selon ce qui semble être le moins "coûteux"

- ✓ Un « parcours » d'accès aux droits assez succinct, marqué par des contacts avec peu de structures

QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES POUR LES MÉNAGES EN RESTRICTION ET RENONCEMENT ? QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES (INSTITUTIONNELLES OU NON) SONT MOBILISÉES, PAR QUELS PUBLICS ?

UNE INSÉCURITÉ LIÉE A L'INSTABILITÉ DES DROITS ET AU MANQUE DE LISIBILITÉ DU SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE

Les fréquentes « discontinuités de droits »

- ✓ Une insécurité générée par des changements de montants de prestations sociales ou leur arrêt :
 - ❖ Des changements d'autant plus courants que les situations sociales, familiales et professionnelles sont instables et ainsi plus difficiles à qualifier pour l'administration
 - ❖ L'impact de la fin de la PAJE, du départ d'un enfant du domicile, de la reprise d'activité professionnelle : [Aurélie et Julien, 36 et 44 ans](#)
- ❖ Des rappels de droits mais plus souvent des indus de la CAF, aux conséquences multiples :
 - ❖ De l'instabilité et l'absence de prévision des ressources : « *vous ne savez jamais ce que vous allez toucher* »
 - ❖ Des conséquences financières
 - ❖ Un sentiment d'arbitraire, d'injustice : [Franck, 32 ans](#)

Un manque de lisibilité du système de protection sociale

- ❖ Une difficulté des personnes à savoir à quoi (et si) elles sont éligibles aux aides et prestations existantes
- ❖ Un manque de lisibilité dû au fonctionnement des « bases ressources »:
 - ❖ Un décalage entre les ressources prises en compte par l'administration et la situation financière actuelle – [Corinne, 58 ans](#)
 - ❖ Une incompréhension de ce qui est considéré comme ressources
- ❖ Les conséquences des réformes récentes des APL ou des allocations chômage :
 - ❖ Une incertitude sur les conditions d'ouverture et sur le montant des droits

QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES POUR LES MÉNAGES EN RESTRICTION ET RENONCEMENT ?

QUELLES STRATÉGIES ET RESSOURCES (INSTITUTIONNELLES OU NON) SONT MOBILISÉES, PAR QUELS PUBLICS ?

RESSENTI DE L'AIDE SOCIALE : L'IMPORTANCE DU LIEN DE CONFIANCE

Des modes de relation à l'utilisateur aux antipodes

Organismes de prestations sociales (Pôle Emploi, CAF, CARSAT...)

- ✓ Interventions ponctuelles (dans le temps) et (mono)thématiques
- ✓ L'administration « arbitraire » et « lointaine » : délais de gestion, aller-retours multiples, interlocuteurs multiples, difficiles à joindre, à distance...
- ✓ Cristallisent les critiques vis-à-vis de l'« institution » : montants des prestations, critères d'éligibilité, modalités d'accès...
- ✓ Des relations insécurisantes parce que « incertaines » : l'impossibilité de savoir « sur quoi compter »

« Nous on attend juste une réponse et se dire « c'est bon, c'est fait » Donc dans l'attente on se dit est-ce qu'ils ont bien pris en compte nos documents ? Est-ce qu'ils ont bien reçu le courrier ? On est dans le doute. On se demande si les choses ont bien été faites. »

Carole, 24 ans

Institutions locales (CCAS, Missions Locales, Département...)

- ✓ Incarnation du lien de proximité
- ✓ Suivi et accompagnement sur le temps long, personnalisé et plurithématique
- ✓ Reconnaissance forte de l'accompagnement et des liens de confiance établis
- ✓ Le sentiment d'être écouté et épaulé
- ✓ La sécurisation des parcours dans les méandres administratifs

« J'ai été bien reçu, bien "éduqué" comme on dit, parce que les papiers je connaissais pas du tout... L'assistante sociale, c'est mon double, mon jumeau pour ainsi dire. Elle me connaît de A à Z. C'est frère et sœur, pratiquement »
Paul, retraité

PISTES ENVISAGÉES

Quelle matière partageable et exploitable ?

RECUEIL DE PORTRAITS

Portrait de personnes en fragilité sociale en zones rurales

October 2023

UN TABLEAU DE VERBATIMS D'ANALYSE CROISÉE

October 2023

L'ÉTUDE INSEE

October 2023

LES CR DES FOCUS-GROUP

October 2023

LES ANALYSES TERRITORIALISÉES

October 2023

October 2023



Choisis le titre global de l'étude

PISTES ENVISAGÉES

Restitutions programmées

Le 21 novembre : une date, 2 évènements

- ✓ Séminaire de l'encadrement
- ✓ Séminaire Pfoss sur les inégalités (ouvert à tous)

*** JOURNÉE D'ÉCHANGES PFOSS : LES INÉGALITÉS ***

MARDI 21 NOVEMBRE - 9h00-16h30

Dans les locaux de l'Agence d'urbanisme Clermont Massif Central
68 ter, Avenue Édouard Michelin
CLERMONT-FERRAND

Nous commencerons la journée vers 9h30-9h45.

Un accueil petit déjeuner vous attendra dès 9h00 !

En attendant le programme détaillé de cette rencontre, sachez qu'interviendront au cours de cette journée :

- **Accès aux équipements** - Patricia ANTOINE, Insee Auvergne-Rhône-Alpes, qui reviendra sur une publication relative aux inégalités d'accès aux équipements de la vie quotidienne ;
- **Précarité en rural** - Charlène JELINSKI et Manuel ROSSILLE, Conseil départemental de l'Isère, aux côtés de Ludovic MORAND, Agence d'urbanisme de la région grenobloise (AURG), autour d'une étude sur la précarité en milieu rural ;
- **Observation et transition** - Violaine COLONNA D'ISTRIA, Agence d'Urbanisme Clermont Massif Central (AUCM), qui après une rapide présentation de portraits de la précarité, nous proposera un temps de réflexion collective autour de l'observation et l'évolution de nos pratiques dans un contexte de transition ;
- **Inégalités sociales et suicide** - Laure VAISSADE, ORS Auvergne-Rhône-Alpes, pour un focus thématique de l'Observatoire régional du suicide sur les inégalités sociales ;
- **Genre et précarité** - Élisabeth HERMAN, Mrie Auvergne-Rhône-Alpes, en nous proposant de croiser inégalités genrées et pauvreté.

[DÉTAILS ET INSCRIPTIONS : CLIQUEZ ICI](#)

Vous avez jusqu'au vendredi 10 novembre pour vous inscrire

Inscriptions gratuites mais obligatoires - mises en relation pour du covoiturage

[DÉTAILS ET INSCRIPTIONS : CLIQUEZ ICI](#)

Restitutions à planifier

Présentation interne avec un comité de Direction permettant de valider certaines suites

Présentations partenariales en territoire

Webinaire (ou autre) ouvert au grand public

Les suites opérationnelles

- En territoires et/ou en directions centrales pour une déclinaison en plan d'action partagée? Ou en groupe de travail?
- Des focus spécifiques sur certaines thématiques?

Les suites de l'étude

- Explorer plus en profondeur certains sujets (ex : instabilité des droits; précarité énergétique ou alimentaire; mobilité...)
- Expérimentation d'un baromètre de conjoncture sociale

COMPRENDRE LES SITUATIONS D'INSÉCURITÉ SOCIALE EN ZONES RURALES POUR ANTICIPER LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ

MERCI



Lucas.jouny@aurg.asso.fr
Ludovic.morand@aurg.asso.fr



Marion.chanal@isere.fr
Charlene.jelinski@isere.fr
Manuel.rossille@isere.fr




antoine.rode@univ-grenoble-alpes.fr

RECUEIL DE PORTRAITS

OBSERVATION ISÈRE

PORTRAITS DE PERSONNES EN FRAGILITÉ SOCIALE EN ZONES RURALES

APPROCHE PAR LES PARCOURS



L'AGENCE
LABORATOIRE DE LA POLITIQUE DÉPARTEMENTAIRE

isère
LE DÉPARTEMENT

COENORE
Observatoire des territoires
CIRCUITS ET SERVICES

ODE/DPM Octobre 2023

OBSERVATION ISÈRE
PORTRAITS DE PERSONNES EN FRAGILITÉ SOCIALE EN ZONES RURALES

isère
LE DÉPARTEMENT
ODE/DPM OCTOBRE 2023

CLARA, 38 ANS, HABITANTE DU SUD-GRÉSIVAUDAN

« Je voyais bien que ça se creusait, mais la carte fonctionnait encore ! »

<p>Situation familiale : Célibataire depuis moins d'un an, vit seule avec ses deux enfants dans un logement du parc privé</p> <p>Statut d'activité : Travaille en CDI, contrat annualisé de 108h/mois en tant qu'aide à domicile</p> <p>Ressources : Revenu du travail (1300€) + allocations de la CAF (prime d'activité, APL, Allocation familiale) et pension alimentaire (700€) : total d'environ 2000€</p> <p>Formes de précarités : Financière</p> <p>Facteurs de bascule dans la précarité : Séparation de son conjoint, déménagement puis accumulation de découverts</p>	<p>Historique du recours à l'action sociale : A fréquenté les restos du cœur il y a une dizaine d'années lors d'une période sans emploi</p> <p>Suivi actuel : bénéficie de l'aide alimentaire via les restos du cœur</p> <p>Ressenti vis-à-vis du suivi : Satisfaite de la réactivité et de l'adaptabilité des restos du cœur</p> <p>Facteurs de sortie de la précarité : Espère éponger son découvert progressivement, elle pense en revanche être condamnée à la précarité</p>
--	--

Clara, 38 ans, est mère de deux enfants de 10 ans et 3 ans. Elle habite dans un village du Sud-Grésivaudan depuis 4 ans et occupe son logement depuis 9 mois. Elle a quitté son conjoint suite à des violences conjugales. Bien que son déménagement ait aggravé sa situation de découvert bancaire, Clara s'estime chanceuse d'avoir trouvé un logement avec 3 chambres à un tel prix et au vu de son statut :

« Quand je me suis séparé, j'ai réussi à avoir cet appartement. Par connaissance et par bouche à oreille, parce qu'avec deux enfants, célibataires et au SMIC, je me suis dit je ne trouverai jamais d'appartement avec trois chambres, on ne voudra jamais me louer. Les HLM il y a je ne sais pas combien d'années d'attente et moi c'était pressé... Et là c'est des amis à ma sœur qui sont propriétaires, c'est tombé qu'il soit libre et qu'ils ont confiance en moi, qu'ils ont bien voulu me le louer, et qu'ils m'ont fait un prix clairement en dessous du marché, donc j'ai de la chance un peu à ce niveau-là »

Clara est aide à domicile depuis 18 ans. Actuellement en CDI, elle travaille 108h par mois et exerce uniquement dans sa commune de résidence car elle ne dispose pas du permis de conduire. Elle commence à le financer via son CPF, mais elle estime qu'elle n'a de toute façon ni le temps pour passer le permis, ni les moyens pour financer un véhicule. Elle se fait donc aider par son père, qui la « trimballe partout » et qui garde parfois ses enfants. Elle effectue aussi des heures supplémentaires et fait des ménages chez une connaissance pour gagner un peu plus d'argent.

Financièrement, en ce moment, « c'est la catastrophe ». Malgré ses activités salariées, elle ne s'en sort pas. *« Pour le moral c'est difficile. C'est déprimant. Parce qu'on travaille. Si je*

2

OBSERVATION ISÈRE
PORTRAITS DE PERSONNES EN FRAGILITÉ SOCIALE EN ZONES RURALES

isère
LE DÉPARTEMENT
ODE/DPM OCTOBRE 2023

travaillais pas je me dirais bon bah tu travailles pas. Mais on bosse, on court dans tous les sens, mais on s'en sacc pas quand même ». Ses difficultés l'ont contrainte à se rendre aux restaurants du cœur à Saint-Marcellin. Elle a mis du temps avant de franchir le pas. « Je voyais bien que ça se creusait, mais la carte fonctionnait encore ! » Le dédic est survenu au moment où sa carte bancaire a cessé de fonctionner : « Je me suis fait un peu peur. Le mois dernier j'ai dit il va falloir trouver une solution parce que je vais plus pouvoir acheter à manger en fait, ou payer les factures ». Elle a d'abord essayé de s'en sortir sans demander d'aide, puis a fini par solliciter les restos du cœur, en partie à cause de ses responsabilités familiales : « En fait si je n'avais pas d'enfants je pense que je pourrais plus faire ». Bien qu'au-dessus des barrières, les restaurants du cœur ont accepté de l'aider au vu de l'urgence de sa situation.

Quand son père ne l'accompagne pas, Clara se rend à la distribution alimentaire hebdomadaire grâce au système de navette mis en place par le CCAS de sa commune. En dehors de l'aide pour se rendre aux distributions alimentaires, elle bénéficie également de l'aide du CCAS pour ses enfants : cartes de piscine, chèques de rentrée scolaire et chèques pour l'habillement. Elle se rend aussi au secours catholique pour ses propres vêtements. Pour le moment, elle n'a pas sollicité d'accompagnement de la part du département tant par manque de temps qu'en raison de la distance qui la sépare de Saint-Marcellin. Elle se demande tout de même si elle pourrait avoir le droit à une aide financière ponctuelle.

Pour s'en sortir, Clara compte aussi sur d'autres formes de solidarités. Pour elle, tendre la main est aussi important que de recevoir. Elle est inscrite sur un groupe Facebook « Les mamans qui déchirent », où les mères s'échangent des bons plans. De temps à autre, elle aide sa voisine de l'étage du dessus pour ses démarches administratives. Elle aussi se fait parfois aider, comme cette fois où la personne chez qui elle fait des ménages lui a donné une caisse d'abricots, où l'autre où un parfait inconnu l'a amené jusqu'à Grenoble pour un rendez-vous médical.

Malgré ce recours aux aides formelles et informelles, les conséquences de sa situation financière sur son quotidien sont omniprésentes : factures d'électricité en retard, saut de repas fréquents, renoncement à l'achat de lunettes, privation de vacances, de sorties, etc... A ces difficultés matérielles s'ajoute une forte insécurité du quotidien : « Ma grande peur c'est qu'un jour mes propriétaires décident de vendre et que je sois obligée de partir » « la peur qu'il y ait le moindre problème : mon frigo il me lâche je peux pas en racheter un ». Les perspectives d'avenir plus lointaines sont elles aussi sources d'angoisses et la sortie de la précarité semble inatteignable :

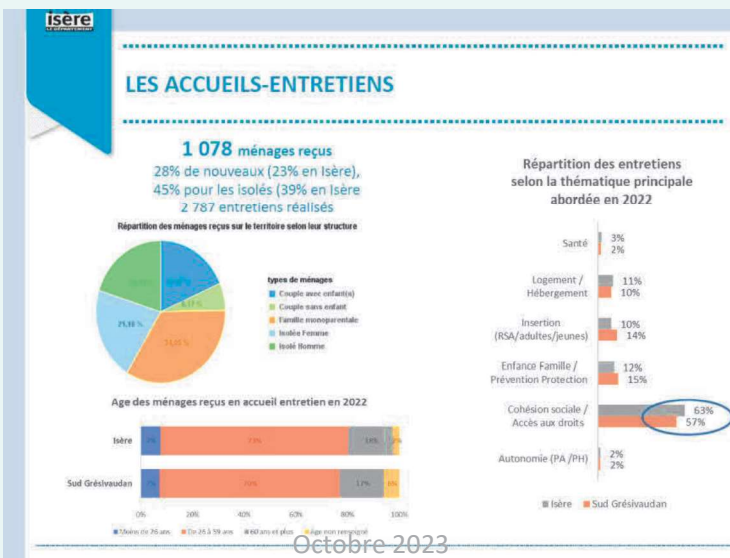
« J'ai que 38 ans, mais je me demande même, la retraite que je vais avoir c'est une angoisse quoi. Parce que je ne serai jamais propriétaire. Comment je vais vivre plus tard ? Parce que je veux pas être un poids pour mes enfants » ; « Je ferai n'importe quel autre métier je gagnerai pas beaucoup plus, j'ai pas le bac donc euh... Ça fait 18 ans que je suis dans le soin à la personne, je serai vendeuse c'est pareil, on est au SMIC, donc j'a pas vraiment de solutions quoi. » ; « Je vois pas comment ma vie, financièrement, pourrait aller mieux ».

3

UN TABLEAU DE VERBATIMS D'ANALYSE CROISÉE

Prénom modifié	Sophie
Enquêteur	Antoine
Identifiant enquêté	6
Statut (retraité; actif...)	Actifs
Age (environ)	46
Situation familiale	Célibataire, 3 enfants dont une fille qui vit avec elle (6 ans ½)
Situation professionnelle	conseillère en immobilier, statut d'autoentrepreneur, depuis septembre 2022
Situation vis-à-vis du logement	« [...] les autres prennent que des CDI et les revenus d'activité, pas les revenus de la CAF [...] on peut trouver des propriétaires qui ne passent pas par des agences, mais ils ne sont pas honnêtes » ; « c'est le premier logement
Portrait à intégrer dans l'analyse? PK? Quelle thématique?	Illustre les situations de cumul de statuts professionnels et l'incertitude en termes de revenus ; illustre la méconnaissance des aides de la part de "primo demandeurs"
Parcours de vie des gens	
Facteurs de difficultés financières	
Liens familiaux (veuvage/ séparations/ nouvel enfants/solidarités fi familiales contraignantes)	Non versement de la pension alimentaire
Logement	
Mobilité	
Santé	
Emploi / salaires	Pressenti sur la situation financière : « catastrophique ! (rires) » Problématique de l'auto-entreprenariat en conseil immobilier : sa situation est moins bonne que prévue, du fait selon elle de la baisse des taux qui réduit la vente
Accès aux droits / relations aux administrations	Dégradation des ressources avec le départ de son fils en mars et la perte des allocations familiales (l'allocation de supplément familial, complément familial) : « jusque là ça allait mais les droits viennent de changer [...] à parti
Liens sociaux / lieux de socialisation / isolement	
Autres facteurs individuels : discrimination (genre / autres CSP / immigrés...)	
Autres facteurs généraux spécifiques au territoire (poids du territoire)	
Autres facteurs généraux (ex : inflation...)	« tout augmente, sauf mes revenus qui baissent » ; gaz, essence, électricité...
Conséquences	
Restrictions ou/et arbitrages financiers	Restriction générale : « vous faites pas grand-chose sans sou [...] pas de magasin, de ciné, de resto »
dont privations d'alimentation	
dont restrictions d'activités loisirs	« les vacances vous oubliez, quand il y a pas de sous, il y a pas de vacances »
dont mobilité	
dont logement	
dont santé	« la CMU couvre [...] mais c'est les soins de base [...]
dont emploi	
Endettements	
Spécificité du territoire (aspect rural sous-jacent : le territoire aggrave la situation sur certains asp	Absence de médecins
Autres conséquences	
Perspectives d'améliorations	
Rapport à l'avenir	Se projette positivement dans l'avenir : « les sacrifices vont finir par payer, il faut rester optimiste » ; sacrifices professionnels : « si on est négatif et qu'on reste chez soi pleurer, c'est pas comme ça qu'on trouve des solution
Ressources mobilisées	
Appui des pro et des asso	CCAS pour la distribution alimentaire
Appui de la famille/proches entourages plus lointains (fi / lien social)	
Débrouille (2nd main; antigaspi; lien avec le sens porté par l'action?...)	
Emploi (ponctuel/cumul d'activité / travail au noir...)	
Autres	
Parcours et accès aux droits (représentations...)	
Connaissance des services sociaux et des associations	« voisins auraient pu me renseigner vu que je suis en logement social ! mais j'ai pas le temps d'aller au parc » ; n'a jamais été auparavant en contact avec les services sociaux ; le Secours catholique « pour acheter des vêtements
Représentation des acteurs de la solidarité et des professionnels	« e vous avez pas de dettes, des choses comme ça, les AS ne peuvent rien faire pour vous. Donc si la solution c'est de se mettre des dettes partout... » ; elle prend l'exemple des fonds loge
Connaissances et compréhension des dispositifs et démarches administratives	
1ere porte poussée	CCAS (aide alimentaire)
Déclis de la demande d'aide	Elle est allée pour l'aide alimentaire du CCAS en janvier-février, suite à la baisse des prestations sociales (liée à son court contrat de salariée) ; « Mais ses difficultés financières étaient antérieures : « c'est un peu emmerdant c
Pressentis de la démarche d'aide	« c'est un peu emmerdant de venir là, d'aller quémander » ; « il y en a ils aiment bien être assistés, mais c'est pas mon genre » ; « c'est pas mon genre d'aller demander, je préfère aller me débrouiller par moi-même... je vais den
Pressenti	« demander de l'aide partout. C'est sûr que en ce moment c'est compliqué. Mais quelqu'un qui fout rien, qui se bouge pas le cul... ça devrait être fait autrement [...] ceux qui font exprès de se retrouver dans cette situation là, qui vont
Satisfaction des contacts avec les acteurs	
dont institutionnel	« pouvait avoir ce type d'attitude vis-à-vis du public accueilli » ; « se permet de faire des réflexions [...] « vous pourriez travailler », alors que je travaille [...] quand on est fonctionnaire, qu'on est assis sur une chaise et qu'on fout rien
dont associatif	
Rapport au numérique / à la dématérialisation	Octobre 2023
Situations de non-recours (sur dispositifs concrets)	Démat positive : « c'est fait en 10 secondes, de faire des papiers, des photocopies »

LES ANALYSES TERRITORIALISÉES



ENSEIGNEMENTS DU FOCUS GROUP SUR LE TERRITOIRE SUD-GRÉSIVAUDAN

Problématiques saillantes

- **La mobilité** : un facteur de précarité central sur un territoire dispersé
- **La précarité administrative** : un dénominateur commun qui polarise les difficultés des publics comme des professionnels de l'action sociale
- **L'accès aux soins** : une offre globalement faible et peu spécialisée
- **Le logement** : une tension émergente autour des petites surfaces à loyer modéré

LES CR DES FOCUS-GROUP

En analyse transversales
(résultats mi-parcours de l'étude de janvier)

Par territoire d'enquête

En analyse thématique

Sommaire

1. D'AUTRES PROBLÉMATIQUES QUI N'AURAIENT PAS ÉTÉ ENVISAGÉES DANS CE DOCUMENT : VOS PROPRES OBSERVATIONS EN COMPLÉMENT 7

2. PROBLÉMATIQUES SAILLANTES / PREDOMINANTES SUR LE TERRITOIRE DE LA BIEVRE 9

- La précarité énergétique est une problématique croissante 9
- Un territoire rural étendu nécessite de nombreux déplacements
- Santé physique et mentale : augmentation forte de la prévalence des troubles psychiques 11
- Les violences, physiques, psychologiques, intrafamiliales 11
- Logement : un manque d'offre, et des problématiques d'indécence et d'inconfort 13
- L'isolement administratif : des publics en situation d'illectronisme s'ajoutent à des situations de non-recours aux services 14
- L'isolement : jeunes, personnes seules et public retraits 15
- Le surendettement et les impayés de loyer : témoins d'une impériale précarité financière 15

3. POINTS DE VIGILANCE ET SOURCES DE PRÉOCCUPATION AUTOUR DE PUBLICS SPÉCIFIQUES 17

- Des vulnérabilités supplémentaires pour le public des jeunes (16-25) 17
- Les personnes vieillissantes : autonomie et précarité financière 19
- Les publics allophones ou en situation d'illectronisme et/ou d'illectronisme : un public qui cumule les difficultés 20
- Personnes en situation de handicap : des difficultés exacerbées 20

PRÉCARITÉ VÉCUES EN ISÈRE

L'AGENCE
D'AMÉNAGEMENT DE LA RÉGION URBAINE RURALE

PRÉCARITÉS RURALES EN ISÈRE

RÉSULTATS MI-PARCOURS

Précarités vécues par les habitants des espaces ruraux d'isère

Document mi-parcours : n'hésitez pas à nous interpeller !

30/01/2023

Offre gratuite de Ministère de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

Retraits

Oisans	Bievre / Isère Rhodanienne	Sud-Grésivaudan
<ul style="list-style-type: none"> Des « effets oiseaux » en cours et à venir : baisse des aides sociales / hausse du coût de la vie. La crainte d'une reconversion des travailleurs et retraités pauvres sur le territoire Éloignement des services publics (santé, justice, etc.) Services d'aide à la personne (aide à domicile, aide aux personnes âgées) De nouveaux publics qui poussent la porte des services sociaux ou des associations caritatives Les personnes âgées : « Vieillir en Oisans, c'est devenir précaire » Perte brutale de ressources lors du passage à la retraite Distance des services spécialisés et contrainte de la mobilité Manque de moyens humains, matériels et financiers pour le maintien à domicile : des situations de danger pour les personnes. Places en EHPAD limitées 	<ul style="list-style-type: none"> L'isolement : jeunes, personnes seules et public retraits Un territoire traversé par des situations d'isolement, dont les publics concernés présenteraient davantage de difficultés pour recourir aux droits, pour réaliser les démarches administratives, et pour régler d'autres sujets. Leur isolement de fait, et de droit (mobilité, isolement plus long) La santé mentale des habitants se détériore Une problématique en augmentation qui toucherait l'ensemble des publics, et particulièrement les jeunes et les personnes isolées. Des problématiques en augmentation également par rapport les véhicules, dont un peu les vieillards au sein d'un domicile éloigné des équipements de santé et services. Les personnes vieillissantes : autonomie et précarité financière isolement important pour des personnes âgées vieillissantes, au sein de maison individuelle parfois éloignée des services. Parmi elles : des phénomènes de veuvage qui accélèrent la perte d'autonomie. 	<ul style="list-style-type: none"> Les publics qui concernent le plus l'attention : Les retraités et personnes âgées, isolées et éloignées des services et peu mobiles Les facteurs de bascule identifiés : Le vieillissement familial pouvant avoir des effets en cascade sur des personnes âgées précaires qui interviennent pour aider enfants et petits-enfants. Et des jeunes qui aident leurs aînés et ne parviennent pas à l'autonomie La précarité administrative : retards d'accès aux droits, non-recours et absence d'autonomie S'orienter : La dématérialisation et l'absence d'accueil physique crée de l'isolement et de la détresse psychique. Les organismes tels que France Service ne sont pas bien identifiés par tous les publics et l'accès physique pas toujours possible (mobilité). La connaissance des droits reste elle aussi lacunaire. Ex. des personnes âgées qui ne mobilisent pas l'ASPA (Aide de Solidarité pour les Personnes Âgées)

4. LES FACTEURS DE BASCULE IDENTIFIÉS 21

- D'une situation de vulnérabilité à l'entrée en précarité ... Liste des facteurs de bascule 21

5. CE QUI MARCHE BIEN SUR LE TERRITOIRE : LES FILETS DE PROTECTION, LES FACTEURS DE SORTIE DE SITUATION DE PRÉCARITÉ 22

- Liste des atouts du territoire chés au cours de l'entretien collectif : 22

6. CE QUI MARCHE MOINS BIEN QUE LE TERRITOIRE : LES ANGLES MORTS ET TROUS DANS LA RAQUETTE 24

- Le renouvellement associatif en berne 24
- L'accompagnement au numérique manque de moyens 24
- Recourir à l'aide sociale : entre méconnaissance, stigmate et représentations 24
- La difficulté croissante d'accéder à un travailleur social 25
- Une interrogation sur les mécanismes de recours à certains dispositifs d'insertion professionnelle : 25
- L'accès à l'accompagnement psychologique n'est pas suffisamment conventionné 26
- Développer l'offre de mobilité du territoire 26
- L'habitat intergénérationnel pour répondre au besoin de logement et de lien social 26

PRÉCARITÉ VÉCUES EN ISÈRE

3 PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DES FOCUS GROUP

IV. Comment ça pourrait se passer autrement et concrètement sur ces territoires : les pistes d'amélioration souhaitables pour les acteurs rencontrés

- Des attentes**
 - Humaniser l'action sociale
 - Réforcer les maillages partenariaux
 - Sortir des logiques « appels à projet » non pérennes
 - Améliorer la lisibilité des ressources : acteurs, services, dispositifs...
 - Rouvrir des permanences locales des organismes de prestation : CAF, CPAM, Caisses de retraite...
 - Dynamiser la relation aux élus
 - Lieux de rencontre et d'activité habitants, ouverts et non centrés sur le « social »
 - Financer des opérateurs pour accompagner la rénovation énergétique à destination des propriétaires bailleurs et occupants
 - Développer l'offre territoriale : médicale, socio-éducative, culturelle, sportive, TC, couverture numérique, logement...
- Des points d'attention**
 - Expression des besoins
 - Rapport moyens/efficacité

Octobre 2023

Mobilité

Oisans	Bievre / Isère Rhodanienne	Sud-Grésivaudan
<p>Mobilité : la contrainte de la distance dans un contexte d'accroissement des coûts de déplacement</p> <p>Impact sur les budgets, renforcement des échanges entre postes de consommation rare résidentielles et d'insertion professionnelle</p> <p>Spécificité du contexte rural / éloignement des services, commerces, travail : la mobilité est une nécessité mise sous tension :</p> <ul style="list-style-type: none"> Envoies du prix des carburants Coût de la possession et de l'entretien d'un véhicule personnel <p>Inadéquation des horaires de transport en commun aux besoins de mobilité de la population, particulièrement en dehors des périodes touristiques</p> <p>Coût de la vie en Oisans : pression touristique et concurrence limitée</p> <p>Des prix plus élevés que la moyenne</p>	<p>Un territoire rural étendu nécessite de nombreux déplacements</p> <ul style="list-style-type: none"> Un territoire dont la mobilité individuelle est structurante : <p>Au sein du territoire, toutes les pratiques de vie quotidienne sont dépendantes des moyens de déplacement, principalement individuels. Les gares sont structurantes et leur emplacement influence les stratégies résidentielles et d'insertion professionnelle</p> <p>« Chez moi la mobilité est un enjeu très important. Tout le monde n'a pas droit au Taxis, il faudrait tout fois l'offre actuelle du Taxis »</p> <p>En Bievre-Valloire, des habitants des campagnes commencent à déménager pour rejoindre les grandes villes car ils n'ont plus les moyens d'acheter et d'entretenir un véhicule. Ils se rapprochent des transports en commun. « Puis vu ce qu'il va se passer avec ZFE ça va être encore autre chose... ». Les participants soulignent que parmi les actifs, une partie se rend quotidiennement à Grenoble ou dans la Métropole pour travailler, à l'aide d'un véhicule ancien.</p> <p>Manque de transport à vélo :</p> <p>Pas de voie verte, peu d'espaces sécurisés pour pratiquer le vélo autrement que pour le loisir</p>	<p>La mobilité : un facteur de précarité central sur un territoire étendu et multipolaire</p> <p>Malgré une bonne fréquence de trains et de bus sur les lignes principales, une offre délicate en transport en commun ne permettant pas de se déplacer facilement sur le territoire en l'absence d'un véhicule personnel (lignes « jaunes »).</p> <p>Une difficulté qui touche en premier lieu les personnes précaires et les jeunes en particulier, en fragilisant l'accès aux ressources, les parcours scolaires (absentéisme, retards...), la mobilisation des ressources présentes au sein du territoire, les parcours d'accompagnement (se rendre à un rendez-vous...)</p> <p>« J'ai peur d'empêcher une personne qui vient en stop de trouver pour venir chercher son colis. Mais les autres personnes ne viennent pas, ne se signalent pas, on est trop late »</p> <p>« On a des jeunes de familles précaires, on arrive à faire des bons pour que les gamins puissent participer à des activités sportives, habitent à Bressayrolle à 10h d'activité sportive à la Soulie : les parents paient pour les événements ça fait des enfants qui font pas d'activité »</p>

L'ÉTUDE INSEE

IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE EN ISÈRE
Quatre Isérois sur dix ressentent des soucis financiers plus d'un an après le début de la crise sanitaire

Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes • n° 167 • Juillet 2023

En Isère, à l'été 2021, 422 000 personnes perçoivent la situation financière de leur foyer comme juste, difficile ou très difficile. Elles représentent 41 % de la population âgée de 15 ans ou plus. Parmi elles, huit sur dix ressentent déjà des soucis financiers au printemps 2020, durant les premiers mois de la crise sanitaire. Celles qui vivent en ville, en dehors des grands centres urbains, sont plus concernées que celles qui habitent dans l'espace rural. Les personnes les moins diplômées ainsi que les chômeurs sont plus particulièrement exposés. Les Isérois qui ressentent des soucis financiers déclarent également un moins bon état de santé général, présentant en particulier des syndromes dépressifs.

1. Part des Isérois qui ressentent des soucis financiers à l'été 2021

Partis de la question : « Prochainement, dans votre foyer, êtes-vous plutôt inquiet/triste... ? »

Vous ne pouvez pas y arriver sans faire de dettes (ou avoir recours au crédit à la consommation) : 18 %
Vous êtes à l'aise : 19 %
Vous y arrivez difficilement : 19 %
C'est juste, il faut faire attention : 45 %

Personnes qui ressentent des soucis financiers (41 %) : 41 %
Personnes en grande difficulté financière (11 %) : 11 %
C'est juste, il faut faire attention : 48 %

Source : Insee-Drees, enquête de CeD, région 1 et 2.

À travers le ressenti des Isérois sur leur situation financière et sur leur état de santé, cette étude met en lumière une nouvelle population fragile, susceptible de réaliser dans l'avenir des démarches d'aide sociale, qui pourrait élargir au contingent des personnes en fragilité sociale déjà repérées par les dispositifs en place. Cet indicateur subjectif est aussi important pour les décideurs que l'approche objective du taux de pauvreté.

Caractériser ces populations fragiles permet : 086 lors de cibler les actions de prévention et de lutte contre la pauvreté dans le cadre de la crise sanitaire et économique ; le mot du partenaire.

En Isère, à l'été 2021, après le troisième confinement lié à l'épidémie de Covid-19, 422 000 personnes de 15 ans ou plus (ou 40% des adultes adultes) déclarent être « préoccupées par la situation financière de leur foyer. Elles se perçoivent comme étant juste, il faut faire attention », difficile ou très difficile (le vous ne pouvez y arriver sans avoir de dettes ou avoir recours au crédit à la consommation) ». Ces soucis financiers concernent ainsi 41 % des adultes du département, un niveau identique à celui de la région et inférieur d'un point au niveau national (figure 1). Parmi eux, près de 110 000 adultes perçoivent la situation financière de leur foyer comme difficile ou très difficile. Ces personnes représentent 11 % des Isérois et sont considérées comme étant en grande difficulté financière (comme en France, et un point de plus qu'en Auvergne-Rhône-Alpes). A contrario, 606 000 personnes estiment ne pas avoir de soucis financiers ; elles considèrent que leur foyer est « à l'aise », financièrement, ou que « ça va ».

En mai 2020, lors du premier confinement, 48 % des Isérois déclaraient des soucis économiques, soit quatre points de plus qu'à l'été 2021. Ce constat est équivalent à celui de la région et du pays. Par ailleurs, 13 % des adultes étaient en grande difficulté financière en Isère, soit deux points de plus qu'à l'été 2021.

Pour mémoire, au printemps 2020, la situation financière se dégradait particulièrement en Isère (comme en Savoie, Haute-Savoie et en

3. Carte de densité en Isère et part des personnes ayant des soucis financiers selon le type de territoire

Grandes centres urbains
Centres urbains intermédiaires et petites villes
Centres urbains
Bourg-rueurs
Bourg à habitat dispersé et villages

Type de territoire	Isère		Auvergne-Rhône-Alpes	
	Été 2021	Printemps 2020	Été 2021	Printemps 2020
Ensemble urbain	44	45	41	44
dont grands centres urbains	29	41	42	44
dont centres urbains intermédiaires et petites villes	49	51	47	48
Centres urbains	45	44	35	40
Ensemble rural	34	45	41	45
dont Bourg-rueurs	27	45	41	42
dont rural à habitat dispersé et villages	32	45	41	44
Ensemble	41	45	41	44

Lecture : à l'été 2021, 44 % des Isérois habitant dans l'urbain ressentent des soucis financiers, contre 34 % des ruraux. Dans les grands centres urbains, ce taux s'établit à 29 %.

Source : Insee-Drees, enquête de CeD, région 1 et 2.

proches de celles d'Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi, il est particulièrement important que les personnes soient diplômées. Ces écarts sont néanmoins un peu plus marqués dans le département : pour les moins diplômés, la part des personnes déclarant avoir des soucis financiers est de cinq points supérieure en Isère par rapport à la région ; pour les plus diplômés, elle est de trois points inférieure. Après le troisième confinement, les habitants du département et de la région ressentent en moyenne moins de difficultés économiques que lors du premier confinement quel que soit leur niveau de diplôme.

Le niveau de diplôme est un déterminant important de la situation professionnelle d'une part et du niveau de salaire d'autre part. Les études montrent que plus le niveau de diplôme est élevé, plus le taux de chômage est faible et plus le niveau de rémunération augmente.

De fait, les chômeurs déclarent beaucoup plus souvent être préoccupés par leur situation financière (environ les trois quarts d'entre eux) que les actifs en emploi.

Un quadrangulaire Isérois sur deux ressent des soucis financiers

Le fait de ressentir des soucis financiers croît avec l'âge jusqu'à la quarantaine, puis diminue progressivement (figure 5). En effet, cinq quadrangulaires sur dix sont concernés tandis que quatre personnes âgées de 20 à 29 ans sur dix déclarent des difficultés économiques, situation identique à celle des Isérois âgés de plus de 50 ans. Plus précisément, 49 % des quadrangulaires Isérois ont des soucis financiers à l'été 2021 (soit trois points de plus qu'en Auvergne-Rhône-Alpes, mais quatre points de moins qu'en mai 2020). Ce pic autour de la quarantaine s'explique par les contraintes financières qui pèsent notamment sur cette classe d'âge, telles que les enfants à charge, éventuellement cumulées à des remboursements de prêts immobiliers ou un loyer élevé.

À l'inverse, les plus jeunes sont moins préoccupés par leur situation économique que les autres (37 % des Isérois de moins de 25 ans à l'été 2021). Ce constat est contre-intuitif : élargissant des regards sur le niveau de vie est notamment plus faible, le part des dépenses modestes financièrement, les jeunes sont ceux qui consacrent le plus souvent leur niveau de vie par rapport à la mesure statistique de gauche. Ainsi, les jeunes accepteraient de partager l'été d'avoir un niveau de vie plus faible au début de leur vie active, par ailleurs, des aides intergénérationnelles peuvent compléter leurs revenus et ainsi jouer sur leur ressenti. D'autre part, si le niveau de vie des jeunes est plus faible, la part des dépenses incompressibles des dépenses (logement, alimentation, santé, éducation, ou le transport par exemple) est aussi plus faible que la moyenne. Cela signifie

Discrimination vécue par les mères célibataires



Clara, 38 ans

« Même en travaillant, surtout si on est maman célibataire, pour trouver un logement, c'est l'horreur. Dans le privé ils ont pas confiance ils veulent pas nous louer, parce qu'ils se disent on pourra pas la foutre dehors si elle ne paye pas ».

Recours à l'aide davantage sollicité par les femmes



Clara, 38 ans

« Je suis sur des forums sur internet de mamans en fait. Et en fait il y en a plein qui demandent à d'autres maman qui ont pas l'info comme, j'ai entendu parler que la CAF faisait des microcrédit, j'ai entendu parler de pleins de choses, et on est pas au courant ».

Précarité énergétique



Loana, 20 ans

« On est juste en dessous du seuil d'indécence je crois. On avait des notes très élevées. L'hiver on est seulement monté à 15 degrés en chauffant ».

Topographie des territoires



Paula, 71 ans

« J'aurais pas dû venir ici [la Côte-Saint-André] mais bon, maintenant que j'y suis. Mais c'est fatiguant comme ville car je suis à pied et on arrête pas de monter ! C'est une belle ville, mais sans voiture c'est compliqué ».

Spécialisation professionnelle précoce



Aurélie, 29 ans

«Je me sens un peu perdue, un peu délaissée, un peu toute seule et je ne sais pas vraiment quoi faire. Je vais avoir 30 ans en fin d'année et ça me donne à réfléchir. J'ai travaillé pendant 15 ans pour au final voir que ce que j'ai appris ne me sert plus à rien. Donc c'est un peu compliqué ».

Stratégies : récupération et seconde main



Lucie, 30 ans

« J'ai vu ça nulle part ailleurs : [parlant de déchetteries] elles jettent pas. En fait il y a des locaux récupération, et ça je trouve que c'est dommage qu'il n'y ait pas ça partout en France. J'ai refait ma vaisselle qui était pourrie, j'ai trouvé un blouson de ski qui vaut 500 euros pour l'hiver, c'est bien que ce soit mis en place ici ».

Stratégies : échanges et dons de services



Lucie, 30 ans

«Donc du coup on fait des fois des voitures, souvent c'est moi je viens ici chercher pour tout le monde, des fois eux vont faire des courses à Vizille, et on partage les frais d'essence».

Stratégies : limitation de consommation



Sylvie, 60 ans

«Les machines (à laver) je les fais à froid cycle minimal, je débranche ma wifi, je débranche on chauffe-eau chaque fois que je peux pour éviter que ça chauffe trop, je sais pas quoi faire d'autre... Je suis assez rodée à l'optimisation ! »

L'aide alimentaire, symbole de perte d'autonomie



Kate, 48 ans

« le RSA, je j'ai pas un sentiment de honte d'en bénéficier parce que je me dis finalement bon, j'ai travaillé quand même auparavant. J'ai 48 ans aujourd'hui, depuis l'âge de 18 ans, je travaille donc quelque part. Je me dis bon, je profite pas de la société entre guillemets, hein. Euh ici [au SPF] C'était plus parce que je me disais que je pouvais m'en sortir. Il y a d'autres personnes qui méritent... qui méritent Je ne sais pas, mais qui ont des besoins.

Des séparations conjugales qui tournent mal



Hélène, 38 ans

« j'ai décidé de profiter de l'entrée au collège du plus grand à partir de septembre pour rééquilibrer car là ça va plus du tout ».

Les arbitrages du retour à l'emploi



Laurie, 28 ans

« Parce qu'on m'a dit mais si vous pouvez reprendre le travail, mais vous payez une nourrice. Mais mon salaire, je le donne à la nourrice, je fais comment au final ? ça revient au même »

Solidarités informelles comme raison du non-recours



Sophie, 46 ans

« c'est pas mon genre d'aller demander, je préfère aller me débrouiller par moi-même... je vais demander quand vraiment j'ai pas de moyen de faire autrement »

Privations alimentaires



Aurélie et Julien, 36 et 44 ans

« Il y a des matins ou non, on déjeune pas parce qu'on préfère nourrir nos enfants quoi » ; « il nous arrive des jours où on va manger, on va dire un bout de pain et un bout de fromage pour dire, et privilégier que nos enfants mangent. »

Dépenses contraintes



Franck, 32 ans

« Avant, c'était stable on y arrivait c'était... Voilà, mais au jour d'aujourd'hui, avec tout ce qu'on doit dépenser pour les logements, pour la voiture, pour voilà l'eau, l'électricité, les loyers. On avait fait un calcul entre mon salaire, ce que je touchais et puis ce que je devais dépenser, il y avait pratiquement 1150€ qui partaient juste en frais ».

L'alimentation comme variable d'ajustement



Sylvie, 63 ans

*« Je me fais des mois de pâtes
mais ce n'est pas grave car je
peux faire une activité avec
mes petits-enfants une
fois par mois ».*

La voiture, un indispensable



Mireille, 66 ans

« J'ai une amie et même l'assistante sociale qui m'avait dit vendez votre voiture. Moi j'ai dit si je vends ma voiture, j'ai plus de vie. Parce que j'ai vu ce que c'était de pas avoir de voiture. De toute façon ça va m'arriver, je sais qu'à un moment je vais pas pouvoir conduire »

Une dépendance à la voiture, facteur de bascule



Jérémy, 41 ans

« C'est la voiture qui m'a fait dégrader financièrement. Voilà, c'est tout ? Jusqu'à que jusqu'à que la voiture, elle tombe en panne j'arrivais à me gérer quoi. » « Entre l'embrayage et le moteur, j'en ai eu pour presque 3000 euros, presque la valeur du véhicule »

Arbitrage mobilité - alimentation



Laurent, 54 ans

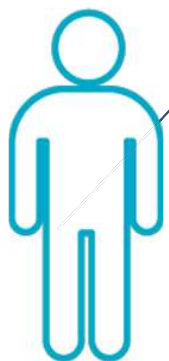
« Et puis après on va chercher, on fouille quoi. On va des fois à Saint-Jean, des fois à Leclerc, en fait finalement, ce qu'on récupère en argent, on le paye en essence. C'est compliqué quoi »



Thierry, 58 ans

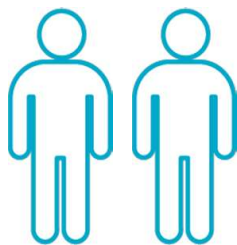
« 3/4 d'heure pour faire mes courses moins cher. Le congélateur, je peux prendre de la viande, je peux mettre au congèle. 1 kilo de patates c'est 1,2, alors que là c'est 5€ »

Un maillage de transports peu dense



Thierry, 58
ans

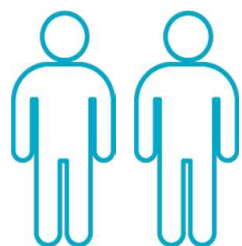
« Pour aller sur Grenoble c'est pas un souci. Par contre pour se déplacer ici c'est compliqué. Au niveau bus en fait y'en n'a pas. Y'a pas de bus qui prend des gens comme ça, c'est que du scolaire pratiquement ou que du touriste. Donc la voiture elle est essentielle » ; Max et Valentin (jeunes) « Le bus, il faisait St Marcellin-Valence. Tous les entre-deux, c'était mort.



Max et Valentin, 2 jeunes

« Le bus, il faisait St Marcellin-Valence. Tous les entre-deux, c'était mort.

L'entretien des voitures



Max et Valentin, 2 jeunes

« La voiture pour l'instant c'est vraiment, comme je disais, une épave. Ça devient vraiment compliqué de se déplacer parce que chaque fois qu'on la prend, on n'est pas sûrs qu'on peut revenir après. On n'est pas sûrs que la batterie va tenir. Il y a un problème avec la boîte automatique qui fait que quand on démarre, tant que la voiture n'est pas chaude, elle saute et se verrouille en première. »

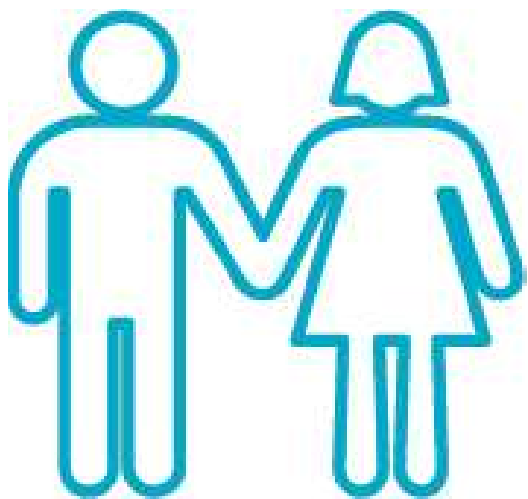
Solidarités familiales



Loana, 20 ans

« ma mère nous aide pas mal niveau argent, elle nous amène aussi à manger... Et mon père il vient souvent faire quelques réparations dans l'appart, on est bien entouré. Je me demandais pourquoi mon copain était souvent à découvert alors qu'il gagne plus que moi mais en fait j'oublie que mon père il paye beaucoup de mes factures et aussi qu'il a payé mon permis ».

Se sentir non-légitime pour demander de l'aide



"La fierté qui m'empêche, j'ai l'impression de prendre la place de quelqu'un d'autre"

Jean-Jacques, 65 ans

Non-recours suite à mauvaise expérience



Georgina, 48 ans

« Moi je vais pas parce que à l'époque, il y a mon mari. À l'époque, je travaillais pas. Et moi, quand j'allais là-bas, plusieurs fois pour demander des aides, il m'a jamais apporté, alors que moi je vois qu'il y a des gens qu'ils abusent du système, qu'ils sont tout le temps-là. Et moi quand j'y vais ils me donnent pas de droit. Donc quand j'ai trouvé mon travail, j'ai dis je me débrouille avec ce que j'ai, et je vais plus demander. même quand mon mari il est décédé j'ai même pas mis un pied là-bas pour demander les aides. Je me suis débrouillé toute seule. »

Les représentations comme facteur de non-recours



Lucie, 30 ans

« J'ai déjà pensé à prendre rendez-vous avec une assistante sociale, mais (soupir)... Vu que je suis assez autodidacte sur, enfin, que j'arrive à me débrouiller avec les papiers, que je sais comment faire mes démarches avec la CAF, mes déclarations de revenus, je vois pas trop ce qu'elle pourrait m'apporter de plus »

Déclic « accidentel »



Franck, 32 ans

*« j'aime pas demander de l'aide. Mais
là on était obligé. »*

Déclic « identitaire »



Kate, 48 ans

*"« je pense qu'il me fallait un temps. Je sais pas
oui pour réfléchir. Et puis avoir l'envie de me
relancer"*

Déclic lié aux responsabilités familiales



Clara, 38 ans

« C'est pas quelque chose d'agréable d'aller au resto du cœur, d'aller demander des aides. En fait si je n'avais pas d'enfants je pense que je l'aurai pas fait. »

Le bouche à oreille, 1^{ère} source d'information sur la connaissance de l'offre sociale



Marie, 65-70 ans

« Vous savez, entre nous on discute. Même au secours populaire, il y en a qui nous donne des trucs : tu verras, va là, c'est pas cher... [...] On se donne des petits tuyaux, on est tous dans la même situation, donc on a pas à se juger l'un et l'autre »

Des actions d'aller-vers efficaces



Sylvie, 49 ans

*« quand je me suis déclaré
toute seule quand j'avais 2
enfants et qu'ils ont vu mon
salaire, voilà, la CAF m'a
appelée. C'était un peu pour
faire le point avec moi »*

Manque de lisibilité des compétences des acteurs



Lucie, 30 ans

« J'ai pas eu contact avec [le CCAS et le Département], je sais pas exactement ce qu'ils font ».

Le besoin initial qui conditionne la 1ere porte poussée



Laurent, 54 ans

« [après une visite à la MDD pour la PMI] de fil en aiguille, ils ont dit MDD elle existe aussi pour d'autres services, y'a pour aussi manger, si vous avez besoin, ainsi de suite quoi. Donc on a connu ça, on en a bénéficié quelques temps. »

Discontinuité des droits



Aurélie et Julien, 36 et 44 ans

« à un moment il y aura un recalcul mais on sait très bien dans un mois ou 2 on va se retrouver encore avec des APL qui vont sauter »

Rappel des droits



Franck, 32 ans

« ils arrivent à nous trouver des trop perçus, mais si vous voulez c'est des petits trop-perçus. De pas grand-chose. Et ceux qui ont des trop-perçus de je sais pas combien... »

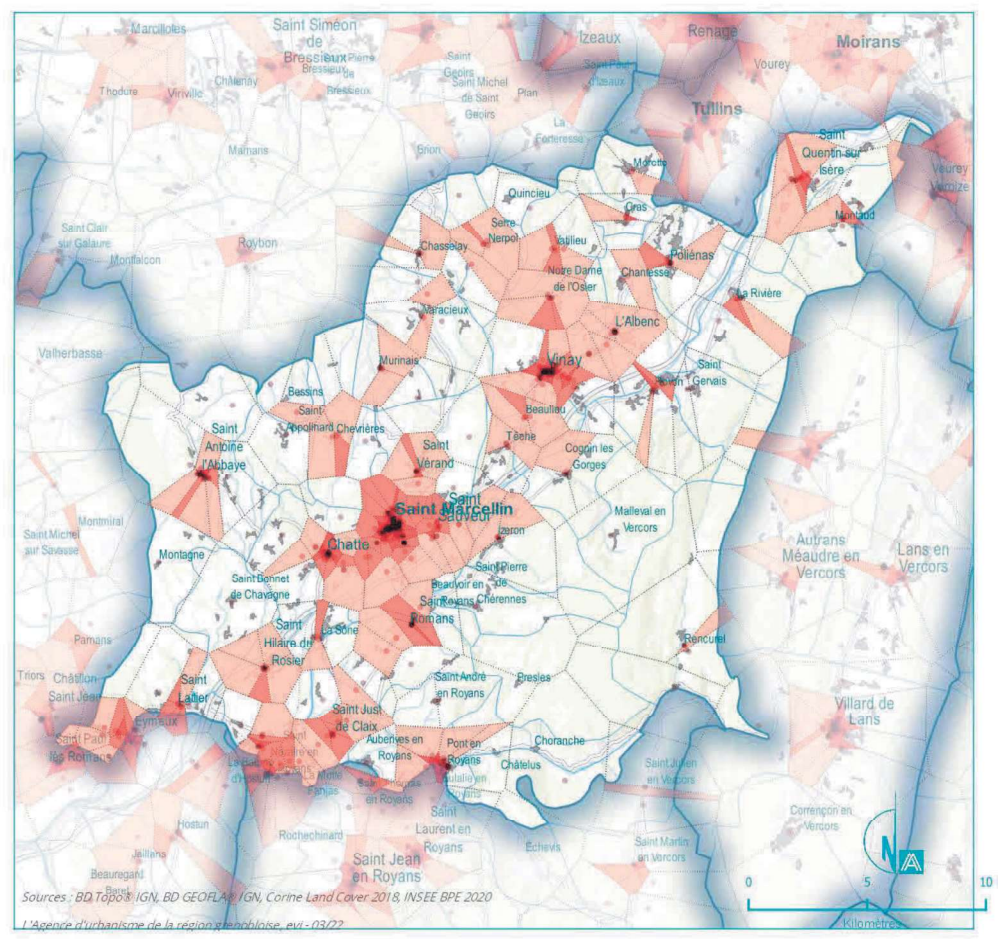
Un décalage entre les ressources prises en compte et la situation financière actuelle



Corinne, 58 ans

« Pour les APL, ils se réfèrent sur un an, alors forcément l'année dernière je travaillais. Donc du coup je dépasse le plafond et j'y ai pas le droits »

Densité des équipements (socio-sanitaire, culture et enseignement) : l'exemple du Sud-Grésivaudan



Poids des dépenses alimentaires parmi l'ensemble des dépenses commerciales

